

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2016/204009]

Extrait de l'arrêt n° 110/2016 du 14 juillet 2016

Numéro du rôle : 6424

En cause : le recours en annulation totale ou partielle de l'article 1^{er}, § 1^{er}, et de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, a), et 2^o, a), du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal, introduit par D.M.

La Cour constitutionnelle, composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et F. Daoùt, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 9 mai 2016 et parvenue au greffe le 11 mai 2016, D.M. a, à la suite de l'arrêt de la Cour n° 141/2015 du 15 octobre 2015 (publié au *Moniteur belge* du 10 novembre 2015), introduit un recours en annulation totale ou partielle de l'article 1^{er}, § 1^{er}, et de l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, a), et 2^o, a), du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal.

Le 2 juin 2016, en application de l'article 72, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les juges-rapporteurs J.-P. Snappe et L. Lavrysen ont informé la Cour qu'ils pourraient être amenés à proposer de mettre fin à l'examen de l'affaire par un arrêt rendu sur procédure préliminaire.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à la recevabilité

B.1.1. Par son arrêt n° 141/2015 du 15 octobre 2015, en réponse aux questions préjudicielles posées par le Conseil d'Etat par son arrêt n° 228.562 du 29 septembre 2014, la Cour a dit pour droit :

« L'article 1^{er}, § 1^{er}, et l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, a), et 2^o, a), du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal violent les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qu'ils excluent de leur champ d'application les personnes qui sont domiciliées ou qui ont leur siège social dans la partie de langue allemande du territoire de la Région wallonne ».

B.1.2. La partie requérante, qui fonde son recours en annulation sur l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, demande l'annulation des mots « pour la partie de langue française » qui sont contenus dans les articles 1^{er}, § 1^{er}, et 3, alinéa 1^{er}, 1^o, a), et 2^o, a), du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal (ci-après : le décret « Airbag »).

B.1.3. L'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret « Airbag » dispose :

« Le présent décret s'applique sur le territoire de la Région wallonne, pour la partie de langue française ».

L'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, a), et 2^o, a), du même décret dispose :

« Peuvent, sous réserve des conditions du présent décret, bénéficier de l'incitant financier :

1^o la personne qui est assujettie au statut social des travailleurs indépendants en vertu de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et qui répond de manière cumulative aux conditions suivantes :

a) être domiciliée en tant qu'indépendant ou avoir son siège social sur le territoire de la Région wallonne pour la partie de langue française;

[...]

2^o la personne qui désire s'installer, pour la première fois, en tant qu'indépendant à titre principal et qui répond de manière cumulative aux conditions suivantes :

a) se domicilier en tant qu'indépendant ou avoir son siège social sur le territoire de la Région wallonne pour la partie de langue française; ».

B.2.1. Le Gouvernement wallon fait valoir que la partie requérante n'a pas intérêt à poursuivre l'annulation des dispositions attaquées, à défaut pour elle de remplir les autres conditions requises par le décret « Airbag » pour l'obtention de l'incitant financier auquel elle prétend.

B.2.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

L'intérêt requis par l'article 4, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 ne diffère pas de celui qui est requis à l'article 2 de la même loi.

B.2.3. La partie requérante est domiciliée en région de langue allemande. Elle a suivi avec succès des formations en apprentissage et obtenu les diplômes de chef d'entreprise « maçon-bétonneur » et « plafonneur-cimentier » délivrés par l'enseignement des classes moyennes de la Communauté germanophone. Le 1^{er} avril 2013, elle s'est installée pour la première fois en tant qu'indépendant à titre principal en région de langue allemande et dispose d'un numéro d'entreprise.

B.3.1. Par l'adoption de l'article 4, alinéa 2, précité, le législateur spécial a voulu éviter le maintien dans l'ordre juridique de dispositions que la Cour, sur question préjudicielle, a déclarées contraires aux règles que la Cour est habilitée à faire respecter (voy. *Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-897/1, p. 6).

B.3.2. Statuant sur un recours en annulation introduit sur la base de l'article 4, alinéa 2, la Cour peut donc être amenée à annuler la norme attaquée dans la mesure dans laquelle elle en a auparavant constaté l'inconstitutionnalité au contentieux préjudiciel.

B.4. En l'espèce, la Cour a, par son arrêt n° 141/2015 précité, constaté l'incompatibilité des articles 1^{er}, § 1^{er}, et 3, alinéa 1^{er}, 1^o, a), et 2^o, a), du décret « Airbag » avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en ce qu'ils excluent de leur champ d'application les personnes qui sont domiciliées ou qui ont leur siège social dans la partie de langue allemande du territoire de la Région wallonne.

B.5.1. La partie requérante demande à la Cour d'annuler les mots « pour la partie de langue française » qui, en limitant le champ d'application du décret, l'ont empêchée jusqu'ici, en particulier au moment où la Cour était saisie des questions préjudicielles auxquelles elle a répondu dans son arrêt n° 141/2015, de solliciter utilement l'incitant financier prévu par le décret partiellement attaqué.

B.5.2. La Cour ne s'est pas prononcée dans son arrêt n° 141/2015 sur les autres conditions d'application du décret « Airbag », ce qui, au demeurant, n'entre pas dans l'objet de la requête introduite par la partie requérante. Il appartiendra aux autorités et aux juridictions compétentes de vérifier si, compte tenu du présent arrêt de la Cour, ces conditions sont remplies.

L'exception d'irrecevabilité est rejetée.

Quant au fond

B.6. Par son arrêt n° 141/2015 précité, la Cour a jugé :

« B.3.2. Les travaux préparatoires du décret en cause indiquent que le législateur décréto a entendu mettre en œuvre les compétences de la Région wallonne en matière d'emploi, déterminées par l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2011-2012, n° 457/3, pp. 12-13). C'est ainsi qu'il en a limité la portée à la partie de langue française du territoire de la Région wallonne, la matière ayant été transférée à la Communauté germanophone par les décrets ' relatif [s] à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ' de la Région wallonne du 6 mai 1999 (*Moniteur belge* du 3 juillet 1999, p. 25253) et de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 (*Moniteur belge* du 29 septembre 1999, p. 36533).

[...]

B.7. Comme il est dit en B.3.2, par l'adoption du décret en cause, le législateur décréto wallon a entendu mettre en œuvre les compétences de la Région wallonne en matière d'emploi, consacrées par l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

B.8.1. Au moment de l'adoption du décret ' Airbag ', relevaient des compétences des régions, aux termes de l'article 6, § 1^{er}, IX, précité :

' En ce qui concerne la politique de l'emploi :

1° Le placement des travailleurs;

2° Les programmes de remise au travail des demandeurs d'emploi inoccupés, à l'exclusion des programmes de remise au travail dans les administrations et services de l'autorité fédérale ou placés sous sa tutelle et à l'exclusion des conventions visées dans la section 5 du chapitre II de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Pour chaque demandeur d'emploi inoccupé, placé, dans le cadre d'un contrat de travail, dans un programme de remise au travail, l'autorité fédérale octroie une intervention financière dont le montant fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres correspond à une indemnité de chômage.

L'intervention financière visée à l'alinéa précédent peut varier en fonction de la durée d'inscription comme demandeur d'emploi pendant laquelle le demandeur d'emploi remis au travail est inoccupé. Le montant de cette intervention est fixé avec l'accord des gouvernements de région.

L'autorité fédérale octroie également l'intervention financière visée à l'alinéa 2 pour un nombre de travailleurs occupés dans les liens d'un contrat de travail ou d'un engagement statutaire égal au nombre d'emplois maintenus parmi ceux qui étaient occupés dans les programmes de remise au travail la veille de leur abrogation par une région.

[...] '.

B.8.2. Transférées aux régions par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les compétences en matière de politique de l'emploi ont été élargies par la loi spéciale du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale de réformes institutionnelles. Cet élargissement a été justifié comme suit dans les travaux préparatoires de la loi spéciale :

' L'article 3, § 13, du présent projet remplace l'article 6, § 1^{er}, IX, 1° et 2°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles, et a pour but de donner aux Régions les moyens les plus larges, de mener une politique d'emploi adaptée à leur situation socio-économique.

Dans cette perspective, les Régions ont le pouvoir de :

1° placer les demandeurs d'emploi, chômeurs ou non. Dès lors, que ce soit pour une offre d'emploi normale émanant du secteur privé ou public ou pour une offre d'emploi dans le cadre d'un programme de remise au travail des chômeurs, le service de placement régional sélectionne les candidats et les propose à l'employeur en fonction des critères que ce dernier a définis. Comme c'est le cas actuellement, un demandeur d'emploi, chômeur ou non, doit être enregistré dans la Région de son domicile; il peut toutefois se faire enregistrer dans les autres Régions. Une offre d'emploi doit être enregistrée dans la Région du lieu de travail; elle peut être enregistrée dans les autres Régions;

2° créer n'importe quel type de programme de remise au travail et y placer des chômeurs, à l'exception des programmes destinés aux administrations et services de l'autorité nationale ou mis sous sa tutelle. La réglementation actuelle relative aux conventions visées à la section 5 de l'A.R. n° 25 du 24 mars 1982, conclues avant l'entrée en vigueur de la présente loi, reste en vigueur jusqu'à l'expiration de la durée de validité du Fonds budgétaire interdépartemental.

Le financement des programmes de remise au travail des chômeurs est assuré par les Régions qui reçoivent de l'autorité nationale les moyens nécessaires par deux voies :

1° pour chaque chômeur complet indemnisé placé dans un programme de remise au travail des chômeurs créé par la Région, celle-ci reçoit de l'autorité nationale une intervention financière correspondant à une indemnité de chômage. Le montant de cette indemnité est fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres pour autant que le placement soit effectué dans le cadre d'un contrat de travail.

2° chaque Région reçoit en exécution de la loi spéciale de financement, une enveloppe budgétaire qui comprend l'ensemble des charges liées au placement des chômeurs dans les programmes de remise au travail des chômeurs, à l'exception du montant de l'allocation de chômage.

Toutefois, l'autorité nationale reste compétente en ce qui concerne l'exonération éventuelle des cotisations patronales puisque cette exonération relève de la sécurité sociale.

Par ailleurs, l'article 3, § 15, du présent projet, insère dans l'article 6 de la loi spéciale de réformes institutionnelles, un § 3bis, 1°, qui prévoit une concertation associant les Exécutifs concernés et l'autorité nationale concernée, pour l'échange d'informations entre les services de formation, de chômage et de placement, ainsi que pour les initiatives concernant les programmes de remise au travail des chômeurs ' (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, pp. 18-19).

B.9.1. Dans son avis sur l'avant-projet de décret ayant conduit à l'adoption du décret ' Airbag ', la section de législation du Conseil d'Etat avait observé que le décret en projet ne pouvait s'inscrire dans les compétences que l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles donne à la Région wallonne en matière de politique de l'emploi. A son avis, l'objet réel et concret du décret consistait à offrir une source de financement complémentaire à une personne qui se situe dans la phase de démarrage de sa propre activité économique afin de lui permettre de

développer cette activité en vue de pouvoir l'exercer professionnellement sous le statut d'indépendant. Il s'agissait donc d'une forme d'aide à la création d'entreprise relevant des compétences régionales en matière de politique d'expansion économique, comprise dans la 'politique économique' visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2011-2012, n^o 457/1, pp. 11-12).

B.9.2. Alors qu'un membre de la commission compétente renvoyait à cet avis et constatait que la mesure avait un impact au niveau de la politique économique dès lors que la personne concernée pouvait générer des biens, des services et créer de la richesse ou devenir à son tour un employeur potentiel, le ministre a répondu ce qui suit :

' Dans l'esprit du Gouvernement wallon, le dispositif " Airbag " a été conçu au départ comme une mesure d'emploi en partant de l'IFAPME, des SAACE et qu'on y a ajouté les indépendants, qui passent de complémentaire à principal puisqu'ils créent un emploi et en libèrent un autre. La philosophie du projet de décret repose donc sur l'emploi. Mieux même, c'est le Forem qui gèrera le dispositif avec les crédits qui lui sont affectés '.

Le ministre a reconnu :

' qu'il y a effectivement un volet économique et des conséquences économiques évidentes. Le dispositif peut participer à la création d'activités, peut contribuer à des recettes fiscales ou à la création d'emplois subsidiaires. Cela aurait pu tomber dans l'escarcelle " économie " du Ministre Marcourt. C'est à ce point vrai que le Ministre Marcourt se l'est déjà approprié puisqu'il l'a repris dans le *Small Business Act* comme une mesure phare. Cela veut vraiment dire que plusieurs Ministres ont défendu ce dossier au Gouvernement wallon ' (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2011-2012, n^o 457/3, pp. 7, 12 et 13).

B.10. La répartition des compétences entre les diverses composantes de l'Etat fédéral repose sur le principe de l'exclusivité qui suppose que toute situation juridique est en principe réglée par un seul et unique législateur. Lorsqu'une réglementation a, comme en l'espèce, des liens avec plusieurs attributions de compétence, la Cour doit rechercher où se trouve l'élément prépondérant de la situation juridique réglée.

B.11. Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles précisent, à propos de la compétence des régions relatives à la politique économique, visée à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles :

' La Région est compétente pour l'aide aux entreprises ou unités d'exploitation de la Région, dans le cadre des lois d'expansion en ce compris les règles d'application relatives à la législation et à la réglementation de l'expansion économique régionale.

Sous réserve des exceptions et restrictions énumérées plus loin, cette compétence de la Région comprend notamment :

1^o L'aide aux entreprises industrielles et de services en difficultés;

2^o L'aide aux petites et moyennes entreprises industrielles et de services et l'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation de l'expansion économique des petites et moyennes entreprises;

3^o L'octroi des avantages accordés en exécution de la législation et de la réglementation concernant l'expansion économique régionale;

4^o La réglementation en ce qui concerne l'octroi des avantages fiscaux ' (*Doc. parl.*, Sénat, 1979-1980, n^o 434/1, pp. 27-28).

B.12.1. Avant d'être transférée aux régions, la matière de l'expansion économique était réglée par la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, ainsi que par la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Les travaux préparatoires de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique précisent que ' l'objectif premier des lois d'expansion [avait] toujours été de contribuer à la création de nouveaux emplois ' (*Doc. parl.*, Sénat, 1969-1970, n^o 354, p. 3).

B.12.2. Le 25 juin 1992, le législateur décrétal a adopté un décret modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique. Il s'agissait de donner suite au transfert de compétence opéré en la matière par les lois spéciales de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et du 8 août 1988. Ce décret permettait l'octroi à toute personne physique ou morale constituée sous la forme de société commerciale d'une prime à l'investissement aux conditions fixées par le Gouvernement.

B.12.3. La matière a ensuite fait l'objet d'une réforme globale par l'adoption, le 11 mars 2004, de cinq décrets : le décret relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, le décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, le décret relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, le décret relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, et enfin le décret relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi.

Le décret relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie prévoit des incitants prenant la forme de primes à l'investissement ou d'exonération de précompte immobilier en faveur, notamment, de personnes physiques ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante qui réalisent un programme d'investissements dans le cadre de leur entreprise, en vue de protéger l'environnement ou d'économiser l'énergie.

Le décret relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises s'adresse également aux petites et moyennes entreprises définies par le décret comme étant, notamment, les personnes physiques ayant la qualité de commerçant ou exerçant une profession indépendante. Il charge le Gouvernement d'octroyer des incitants pouvant prendre la forme de primes ou d'exonération de précompte immobilier aux entreprises qui réalisent un programme d'investissement ou qui effectuent des opérations contribuant de manière déterminante au développement durable. Aux termes de l'article 7 du décret, le Gouvernement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, octroyer aux très petites entreprises une prime à l'emploi pour la création d'emplois, dont le montant peut être plus important pour le premier travailleur.

Enfin, le décret relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi permet d'octroyer des subventions aux ' missions régionales pour l'emploi ', appelées ' Mire ' et chargées de mettre en œuvre des actions d'insertion et d'accompagnement à destination des bénéficiaires visés par le décret pour les insérer dans un emploi stable et de qualité (article 2 du décret). Sont notamment visés comme bénéficiaires des demandeurs d'emploi inoccupés, des demandeurs d'emploi réintégrant le marché de l'emploi, des bénéficiaires du revenu d'intégration sociale ou de l'aide sociale financière équivalente, un travailleur engagé dans le cadre d'un emploi ' de transition ' ou encore d'un emploi ' tremplin '. Les ' Mire ' doivent conclure un contrat de coopération avec le FOREM qui est tenu de délivrer à toute ' Mire ' qui lui en fait la demande un document attestant que les demandeurs d'emploi inoccupés ou assimilés ont effectivement cette qualité lorsqu'ils prétendent être bénéficiaires des mesures prévues par le décret.

B.13. Le décret ' Airbag ' en cause prévoit un incitant financier au bénéfice des personnes assujetties au statut social des travailleurs indépendants qui exercent leur activité indépendante à titre complémentaire et qui s'engagent à la poursuivre ou l'étendre ainsi que des personnes qui désirent s'installer pour la première fois en tant qu'indépendant à titre principal ou encore des personnes qui désirent s'installer en tant qu'indépendant à titre principal pour la seconde fois, aux conditions fixées par le décret.

Le FOREM instruit la demande d'incitant financier introduite par le demandeur et la transmet ensuite au Comité de sélection qui se compose d'un représentant du ministre ayant l'Emploi dans ses attributions, d'un représentant du FOREM, d'un représentant de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises, d'un représentant du Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche, Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle, d'un représentant du Service public de Wallonie, Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication, Département Budget et Comptabilité, d'un représentant de l'Agence de Stimulation économique et de deux représentants issus d'organisations représentatives des entreprises et des indépendants (article 7 du décret).

Aux termes de l'article 6 du décret, les critères de sélection des dossiers sont :

1° pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, l'expérience ou la compétence professionnelle, appréciée notamment sur la base des résultats d'exploitation des deux années antérieures; pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, la pertinence de la formation au regard du projet professionnel envisagé et du potentiel du secteur d'activité concerné; pour les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 6, les réponses, apportées pour remédier aux motifs de la fin de l'activité en tant qu'indépendant à titre principal;

2° la faisabilité du projet et le caractère directement opérationnel de celui-ci, appréciés notamment sur la base d'éléments financiers probants et d'une évaluation de l'environnement socio-économique du projet;

3° l'existence d'un marché potentiel permettant la viabilité du projet;

4° le développement potentiel de l'activité envisagée '.

B.14.1. Comme il ressort des travaux préparatoires cités en B.9.2, le législateur décretaal a justifié l'adoption du décret en cause dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière d'emploi par la circonstance que l'indépendant bénéficiaire de l'incitant financier crée son propre emploi et, partant, en libère un autre.

Comme cela fut reconnu dans ces travaux préparatoires, la mesure aurait ' pu tomber dans l'escarcelle économie ', le ministre compétent en cette matière se l'étant appropriée dans le cadre d'un plan destiné à renforcer l'expansion économique de la Région (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2011-2012, n° 457/3, p. 13).

B.14.2. Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1988 cités en B.8.2 révèlent que la politique de l'emploi est davantage axée sur les demandeurs d'emploi qu'ils soient ou non chômeurs ainsi que sur les programmes de remise au travail de chômeurs.

Le décret en cause a quant à lui pour destinataires les personnes qui ont un statut d'indépendant et souhaitent développer leur activité ainsi que les personnes qui souhaitent pour la première ou la seconde fois s'installer comme indépendant à titre principal. L'incitant financier qu'il prévoit s'apparente davantage, par sa nature et les personnes qu'il vise, aux mesures visant à soutenir la création d'entreprises qui sont prévues par les décrets du 11 mars 2004 adoptés dans le cadre de la politique d'expansion économique de la Région wallonne.

Si un emploi peut, certes, se trouver libéré par la circonstance que l'indépendant bénéficiaire crée son propre emploi, il ne pourrait en être déduit qu'il s'agit de l'élément prépondérant de la mesure, permettant de conclure que le législateur décretaal a agi dans le cadre de la politique de l'emploi. En effet, ainsi qu'il est dit en B.12.1, l'un des principaux objectifs de la politique d'expansion économique est la création d'emplois.

B.15. Il résulte de ce qui précède que bien que la réglementation en cause ait des liens avec la politique de l'emploi, l'élément prépondérant de la situation juridique réglée – et, partant, l'objet réel et concret de la mesure en cause – se situe au niveau de l'aide aux entreprises dans le cadre de la politique d'expansion économique de la Région wallonne. Ainsi, en limitant le champ d'application du décret ' Airbag ' à la partie de langue française du territoire de la Région wallonne, le législateur décretaal a créé, à l'égard des personnes domiciliées en tant qu'indépendant ou qui ont leur siège social dans la partie de langue allemande du territoire de la Région wallonne, une différence de traitement qui est incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

B.7. Pour des motifs identiques à ceux contenus dans l'arrêt n° 141/2015 précité, le moyen unique est fondé.

Il y a lieu d'annuler les mots « pour la partie de langue française » dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, ainsi que dans l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, a), et 2°, a), du décret « Airbag ».

Par ces motifs,

la Cour

annule les mots « pour la partie de langue française » dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, ainsi que dans l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, a), et 2°, a), du décret de la Région wallonne du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 14 juillet 2016.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2016/204009]

Uittreksel uit arrest nr. 110/2016 van 14 juli 2016

Rolnummer : 6424

In zake : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van artikel 1, § 1, en artikel 3, eerste lid, 1°, a), en 2°, a), van het decreet van het Waalse Gewest van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit, ingesteld door D.M.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 9 mei 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 mei 2016, heeft D.M., ingevolge het arrest van het Hof nr. 141/2015 van 15 oktober 2015 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 november 2015), beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van artikel 1, § 1, en artikel 3, eerste lid, 1°, a), en 2°, a), van het decreet van het Waalse Gewest van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit.

Op 2 juni 2016 hebben de rechters-verslaggevers J.-P. Snappe en L. Lavrysen, met toepassing van artikel 72, eerste lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, het Hof ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht voor te stellen het onderzoek van de zaak af te doen met een arrest gewezen op voorafgaande rechtspleging.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.1.1. Bij zijn arrest nr. 141/2015 van 15 oktober 2015 heeft het Hof, in antwoord op de prejudiciële vragen die door de Raad van State bij zijn arrest nr. 228.562 van 29 september 2014 waren gesteld, voor recht gezegd :

« Artikel 1, § 1, en artikel 3, eerste lid, 1^o, a), en 2^o, a), van het decreet van het Waalse Gewest van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit schenden de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre zij de personen die zijn gedomicilieerd of hun maatschappelijke zetel hebben in het Duitstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest van hun toepassingsgebied uitsluiten ».

B.1.2. De verzoekende partij, die haar beroep tot vernietiging op artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof baseert, vordert de vernietiging van de woorden « het Franstalige gedeelte van » in artikel 1, § 1, en artikel 3, eerste lid, 1^o, a), en 2^o, a), van het decreet van het Waalse Gewest van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit (hierna : het decreet « Airbag »).

B.1.3. Artikel 1, § 1, van het decreet « Airbag » bepaalt :

« Dit decreet is van toepassing op het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest ».

Artikel 3, eerste lid, 1^o, a), en 2^o, a), van hetzelfde decreet bepaalt :

« Onder de in dit decreet gestelde voorwaarden kan de financiële incentive verleend worden aan :

1^o de persoon die aan het sociaal statuut van de zelfstandige werknemers onderworpen is krachtens het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en die op cumulatieve wijze voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) als zelfstandige woonachtig zijn of zijn bedrijfszetel gevestigd hebben in het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest;

[...]

2^o aan de persoon die zich voor het eerst in de hoedanigheid van zelfstandige als hoofdactiviteit wenst te vestigen en die op cumulatieve wijze voldoet aan de volgende voorwaarden :

a) als zelfstandige woonachtig zijn of zijn bedrijfszetel gevestigd hebben in het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest; ».

B.2.1. De Waalse Regering doet gelden dat de verzoekende partij geen belang heeft bij het vorderen van de vernietiging van de bestreden bepalingen, omdat zij niet voldoet aan de andere voorwaarden die bij het decreet « Airbag » zijn vereist om de financiële incentive te verkrijgen waarop zij aanspraak maakt.

B.2.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

Het bij artikel 4, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 vereiste belang verschilt niet van datgene dat wordt vereist in artikel 2 van dezelfde wet.

B.2.3. De verzoekende partij is gedomicilieerd in het Duitse taalgebied. Zij heeft met succes leeropleidingen gevolgd en de diploma's van bedrijfsleider « metselaar-betonwerker » en « plafonneerder-cementwerker » behaald die door het middenstandsonderwijs van de Duitstalige Gemeenschap zijn uitgereikt. Op 1 april 2013 heeft zij zich voor de eerste keer als zelfstandige in hoofdberoep in het Duitse taalgebied gevestigd en beschikt zij over een ondernemingsnummer.

B.3.1. Door het aannemen van het voormelde artikel 4, tweede lid, heeft de bijzondere wetgever willen beletten dat bepalingen in de rechtsorde behouden blijven wanneer het Hof op prejudiciële vraag heeft verklaard dat zij strijdig zijn met de regels die het Hof vermag te doen naleven (zie *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-897/1, p. 6).

B.3.2. Uitspraak doende over een beroep tot vernietiging dat is ingesteld op grond van artikel 4, tweede lid, kan het Hof dus ertoe worden gebracht de bestreden norm te vernietigen in zoverre het vooraf de ongrondwettigheid heeft vastgesteld in het prejudiciële contentieux.

B.4. Te dezen heeft het Hof, bij zijn voormelde arrest nr. 141/2015, vastgesteld dat de artikelen 1, § 1, en 3, eerste lid, 1^o, a), en 2^o, a), van het decreet « Airbag » onbestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre zij de personen die zijn gedomicilieerd of hun maatschappelijke zetel hebben in het Duitstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest van het toepassingsgebied ervan uitsluiten.

B.5.1. De verzoekende partij vraagt het Hof om de woorden « het Franstalige gedeelte van » te vernietigen die haar, door het toepassingsgebied van het decreet te beperken, tot dusver, in het bijzonder op het ogenblik dat de prejudiciële vragen bij het Hof aanhangig waren gemaakt die het in zijn arrest nr. 141/2015 heeft beantwoord, hebben verhinderd de in het gedeeltelijk bestreden decreet bepaalde financiële incentive op nuttige wijze aan te vragen.

B.5.2. Het Hof heeft zich in zijn arrest nr. 141/2015 niet uitgesproken over de andere toepassingsvoorwaarden van het decreet « Airbag », hetgeen overigens niet tot het onderwerp van het door de verzoekende partij ingediende verzoekschrift behoort. Het zal aan de bevoegde overheden en rechtscolleges staan na te gaan of die voorwaarden, rekening houdend met het onderhavige arrest van het Hof, zijn vervuld.

De exceptie van niet-ontvankelijkheid wordt verworpen.

Ten gronde

B.6. Bij zijn voormelde arrest nr. 141/2015 heeft het Hof geoordeeld :

« B.3.2. In de parlementaire voorbereiding van het in het geding zijnde decreet wordt aangegeven dat de decreetgever de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling, bepaald in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, ten uitvoer heeft willen leggen (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2011-2012, nr. 457/3, pp. 12-13). Aldus heeft hij de draagwijdte ervan beperkt tot het Franstalige gedeelte van het grondgebied van

het Waalse Gewest, aangezien de aangelegenheid bij decreten van het Waalse Gewest van 6 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad*, 3 juli 1999, p. 25253) en van de Duitstalige Gemeenschap van 10 mei 1999 (*Belgisch Staatsblad*, 29 september 1999, p. 36533) 'betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake Tewerkstelling en Opgravingen' aan de Duitstalige Gemeenschap is overgedragen.

[...]

B.7. Zoals is vermeld in B.3.2 heeft de Waalse decreetgever, met het aannemen van het in het geding zijnde decreet, de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling, bepaald in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, ten uitvoer willen leggen.

B.8.1. Op het ogenblik van de aanneming van het decreet 'Airbag' vielen onder de bevoegdheden van de gewesten, luidens het voormelde artikel 6, § 1, IX :

'Wat het tewerkstellingsbeleid betreft :

1° De arbeidsbemiddeling;

2° de programma's voor wedertewerkstelling van de niet-werkende werkzoekenden, met uitsluiting van de programma's voor wedertewerkstelling in de besturen en de diensten van de federale overheid of die onder het toezicht van deze overheid ressorteren en met uitsluiting van de overeenkomsten bedoeld in afdeling 5 van hoofdstuk II van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Voor iedere binnen het raam van een arbeidsovereenkomst in een wedertewerkstellingsprogramma geplaatste niet-werkende werkzoekende, kent de federale overheid een financiële tegemoetkoming toe, waarvan het bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit vastgestelde bedrag overeenstemt met een werkloosheidsvergoeding.

De financiële tussenkomst bedoeld in het vorige lid kan schommelen in functie van de periode gedurende dewelke de wedertewerkgestelde werkzoekende ingeschreven is als werkzoekende en geen werk heeft. Het bedrag van die tussenkomst wordt vastgesteld in akkoord met de Gewestregeringen.

De federale overheid kent eveneens de financiële tegemoetkoming toe, bedoeld in het tweede lid, voor een aantal werknemers, tewerkgesteld op basis van een arbeidsovereenkomst of op basis van een statuut, gelijk aan het aantal betrekkingen dat gehandhaafd is onder de betrekkingen die de dag vóór de opheffing van de wedertewerkstellingsprogramma's door een gewest in het kader van die programma's ingevuld waren.

[...] '.

B.8.2. De bevoegdheden inzake tewerkstellingsbeleid, bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen overgedragen aan de gewesten, zijn bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen uitgebreid. Die uitbreiding is als volgt verantwoord in de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet :

'Artikel 3, § 13, van dit ontwerp vervangt artikel 6, § 1, IX, 1° en 2°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, en heeft tot doel aan de Gewesten de ruimste middelen toe te kennen om een tewerkstellingsbeleid te voeren, aangepast aan hun sociaal-economische toestand.

In dit perspectief hebben de Gewesten de bevoegdheid om :

1° werkzoekenden, al dan niet werkloos, te plaatsen. Zowel voor een gewone werkaanbieding uit de privé- of openbare sector als voor een werkaanbieding in het kader van een programma tot wedertewerkstelling van werklozen, selecteert de gewestelijke arbeidsbemiddelingsdienst de kandidaten en stelt hij ze voor aan de werkgever in functie van de criteria die door deze laatste werden vastgesteld. Zoals het thans geldt, moet een werkzoekende, al dan niet werkloos, ingeschreven zijn in het Gewest van zijn woonplaats; hij mag zich echter laten inschrijven in de andere Gewesten. Een werkaanbieding moet ingeschreven zijn in het Gewest van de plaats van tewerkstelling; zij mag ingeschreven zijn in de andere Gewesten;

2° eender welk type wedertewerkstellingsprogramma op te richten en er werklozen in te plaatsen met uitzondering van de programma's bedoeld voor de administraties en de diensten van de nationale overheid of onder haar toezicht geplaatst. De bestaande reglementering met betrekking tot de overeenkomsten bedoeld in afdeling 5 van het K.B. nr. 25 van 24 maart 1982, gesloten vóór de inwerkingtreding van deze wet, blijft van kracht tot aan het verstrijken van de geldigheidsduur van het Interdepartementaal Begrotingsfonds.

De financiering van de wedertewerkstellingsprogramma's wordt verzekerd door de Gewesten die daartoe van de nationale overheid de nodige middelen krijgen via twee kanalen :

1° voor iedere uitkeringsgerechtigde volledig werkloze, geplaatst in een door het Gewest opgericht wedertewerkstellingsprogramma, ontvangt het Gewest vanwege de nationale overheid een financiële tegemoetkoming waarvan het bedrag overeenstemt met een werkloosheidsvergoeding. Het bedrag van deze vergoeding wordt vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit voor zover de plaatsing geschiedt in het kader van een arbeidsovereenkomst;

2° in toepassing van de bijzondere financieringswet ontvangt elk Gewest een budgettaire enveloppe die het geheel van de lasten omvat die verband houden met de plaatsing van werklozen in de wedertewerkstellingsprogramma's, met uitzondering van het bedrag van de werkloosheidsuitkering.

De nationale overheid blijft echter bevoegd voor de eventuele vrijstelling van werkgeversbijdragen vermits deze vrijstelling ressorteert onder de sociale zekerheid.

Artikel 3, § 15, van dit ontwerp voegt aan artikel 6 van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen een § 3bis, 1°, toe, waarbij in een overleg tussen de betrokken Executieven en de betrokken nationale overheid voorzien wordt, om de uitwisseling van informatie mogelijk te maken tussen de diensten voor beroepsopleiding, werkloosheid en bemiddeling evenals over de initiatieven die de wedertewerkstellingsprogramma's van werklozen betreffen' (*Parl. St., Kamer*, B.Z. 1988, nr. 516/1, pp. 18-19).

B.9.1. In haar advies over het voorontwerp van decreet dat heeft geleid tot de aanneming van het decreet 'Airbag' had de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt dat het ontworpen decreet niet kon ressorteren onder de bevoegdheden die artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan het Waalse Gewest toekent inzake tewerkstellingsbeleid. Volgens haar bestond het werkelijke en concrete onderwerp van het decreet erin een aanvullende financieringsbron te bieden aan een persoon die zijn eigen economische activiteit opstart teneinde hem in staat te stellen die activiteit te ontwikkelen om ze beroepshalve te kunnen uitoefenen onder het statuut van zelfstandige. Het ging derhalve om een vorm van hulp bij de oprichting van een onderneming, hulp die valt onder de gewestbevoegdheden inzake het beleid met betrekking tot de economische expansie, vervat in het 'economisch beleid' zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen (*Parl. St., Waals Parlement*, 2011-2012, nr. 457/1, pp. 11-12).

B.9.2. Terwijl een lid van de bevoegde commissie naar dat advies verwees en vaststelde dat de maatregel een impact had op het niveau van het economisch beleid aangezien de betrokkene goederen en diensten kon voortbrengen en rijkdom kon creëren, of op zijn beurt een mogelijke werkgever kon worden, heeft de minister geantwoord :

' In de geest van de Waalse Regering is de " Airbag-regeling " aanvankelijk opgevat als een tewerkstellingsmaatregel uitgaande van het Waals instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen (" IFAPME "), van de begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling (" SAACE "), waaraan men de zelfstandigen heeft toegevoegd, die van hun bijberoep een hoofdberoep maken, aangezien zij een baan creëren en een andere vrijmaken. De filosofie van het ontwerpdecreet berust dus op de tewerkstelling. Beter nog, het is de " FOREM " die de regeling zal beheren met de aan die dienst toegewezen kredieten '.

De minister heeft erkend :

' dat er inderdaad een economisch aspect is, alsook dat er duidelijke economische gevolgen zijn. De regeling kan bijdragen tot de totstandkoming van activiteiten, tot fiscale opbrengsten of tot het scheppen van bijkomende banen. Die regeling had tot de portefeuille " economie " van minister Marcourt kunnen behoren. Trouwens minister Marcourt heeft zich die reeds toeëigend, aangezien hij die in de *Small Business Act* heeft opgenomen als een belangrijke maatregel. Een en ander toont werkelijk aan dat verschillende ministers dat dossier bij de Waalse Regering hebben verdedigd ' (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2011-2012, nr. 457/3, pp. 7, 12 en 13).

B.10. De bevoegdheidsverdeling tussen de verschillende componenten van de federale Staat berust op het exclusiviteitsbeginsel, dat veronderstelt dat elke rechtssituatie in beginsel slechts door één wetgever kan worden geregeld. Indien een regeling, zoals te dezen, aanleunt bij meerdere bevoegdheidstoewijzingen, dient het Hof uit te maken waar het zwaartepunt van de geregelde rechtssituatie ligt.

B.11. In de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt, in verband met de bevoegdheid van de gewesten inzake economisch beleid, bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen gepreciseerd :

' Het Gewest is bevoegd voor de hulp aan ondernemingen of exploitatie-eenheden van het Gewest, in het kader van de expansiewetten, met inbegrip van de regels voor toepassing van de wetgeving en de reglementering op de gewestelijke economische expansie.

Onder voorbehoud van de verder vermelde uitzonderingen en beperkingen, [bevat] deze bevoegdheid van het Gewest onder meer :

1° De hulp aan in moeilijkheden verkerende industriële en dienstverlenende ondernemingen;

2° De hulp aan kleine en middelgrote industriële en dienstverlenende ondernemingen en het toekennen van de voordelen ter voldoening aan de wetgeving en de reglementering betreffende de economische expansie van de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° Het toekennen van de voordelen toegestaan in uitvoering van de wetten en reglementen betreffende de gewestelijke economische expansie;

4° De reglementering betreffende de toekenning van fiscale voordelen ' (*Parl. St.*, Senaat, 1979-1980, nr. 434/1, pp. 27-28).

B.12.1. Alvorens te zijn overgedragen aan de gewesten, was de aangelegenheid van de economische expansie geregeld door de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, alsook door de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

In de parlementaire voorbereiding van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie werd gepreciseerd dat ' de eerste doelstelling van de expansiewetten [...] steeds [is] geweest bij te dragen tot het scheppen van nieuwe arbeidsplaatsen ' (*Parl. St.*, Senaat, 1969-1970, nr. 354, p. 3).

B.12.2. Op 25 juni 1992 heeft de decreetgever een decreet aangenomen tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie. Het ging erom gevolg te geven aan de bevoegdheids-overdracht die ter zake tot stand is gekomen bij de bijzondere wetten tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en van 8 augustus 1988. Dat decreet maakte het mogelijk iedere natuurlijke of rechtspersoon die is opgericht in de vorm van een handelsvennootschap een investeringspremie toe te kennen onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

B.12.3. De aangelegenheid heeft vervolgens het voorwerp uitgemaakt van een algemene hervorming door de aanname, op 11 maart 2004, van vijf decreten : het decreet betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, het decreet betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, het decreet betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, het decreet betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, en ten slotte het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

Het decreet betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energieverbruik te begunstigen, voorziet in incentives in de vorm van investeringspremies of van een vrijstelling van de onroerende voorheffing voor, met name, natuurlijke personen met de hoedanigheid van handelaar of die een zelfstandig beroep uitoefenen en een investeringsprogramma verwezenlijken in het kader van hun onderneming, teneinde het milieu te beschermen of energie te besparen.

Het decreet betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen richt zich eveneens tot de kleine en de middelgrote ondernemingen die in het decreet worden gedefinieerd als, met name, de natuurlijke personen met de hoedanigheid van handelaar of die een zelfstandig beroep uitoefenen. Het belast de Regering ermee incentives die de vorm kunnen aannemen van premies of van een vrijstelling van de onroerende voorheffing, toe te kennen aan de ondernemingen die een investeringsprogramma verwezenlijken of die verrichtingen doorvoeren die op bepalende wijze bijdragen aan de duurzame ontwikkeling. Luidens artikel 7 van het decreet kan de Regering, onder de voorwaarden en op de wijze die zij bepaalt, aan de zeer kleine ondernemingen een werkgelegenheidspremie toekennen voor banencreatie, waarvan het bedrag groter kan zijn voor de eerste werknemer.

Ten slotte maakt het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling het mogelijk subsidies toe te kennen aan de ' gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling ', ' mire ' genoemd, die acties moeten uitvoeren met het oog op de inschakeling in het arbeidsproces en de begeleiding van de in het decreet bedoelde gerechtigden met het oog op de inschakeling in een duurzame en kwaliteitsvolle baan (artikel 2 van het decreet). Als gerechtigden worden met name bedoeld de niet-werkende werkzoekenden, de werkzoekenden die weer ingeschakeld worden op de arbeidsmarkt, de personen die in aanmerking komen voor het leefloon of voor gelijkwaardige financiële sociale bijstand, een werknemer die is aangeworven in het kader van een overgangsbetrekking, of nog, in het kader van een startbaanbetrekking. De ' mire ' moeten een samenwerkingscontract sluiten met de ' FOREM ', die aan elke ' mire ' die daarom verzoekt, een document moet toezenden waaruit blijkt dat de niet-werkende of daarmee gelijkgestelde werkzoekenden daadwerkelijk die hoedanigheid hebben wanneer zij beweren de in het decreet bepaalde maatregelen te kunnen genieten.

B.13. Het in het geding zijnde decreet ' Airbag ' voorziet in een financiële incentive voor de personen die zijn onderworpen aan het sociaal statuut van de zelfstandigen die hun zelfstandige activiteit in bijberoep uitoefenen en zich ertoe verbinden die activiteit voort te zetten of uit te breiden, alsook de personen die zich voor de eerste keer wensen te vestigen als zelfstandige in hoofdberoep, of nog, de personen die zich voor de tweede keer als zelfstandige in hoofdberoep wensen te vestigen, onder de in het decreet bepaalde voorwaarden.

De ' FOREM ' onderzoekt de door de aanvrager ingediende aanvraag om een financiële incentive en bezorgt die vervolgens aan het selectiecomité dat is samengesteld uit een vertegenwoordiger van de minister die bevoegd is voor tewerkstelling, een vertegenwoordiger van de ' FOREM ', een vertegenwoordiger van het Waals instituut voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, een vertegenwoordiger van de Waalse overheidsdienst, operationeel directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek, departement Werk en Beroepsopleiding, een vertegenwoordiger van de Waalse overheidsdienst, operationeel directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën, departement Begroting en Boekhouding, een vertegenwoordiger van het Agentschap Economische Stimulering en twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de ondernemingen en zelfstandigen (artikel 7 van het decreet).

Luidens artikel 6 van het decreet zijn de criteria voor de selectie van de dossiers :

1° voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, de beroepservaring of -vaardigheid, beoordeeld o.a. op basis van de bedrijfsresultaten van de twee vorige jaren; voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, de toepasselijkheid van de opleiding t.o.v. het overwogen beroepsproject en van het potentieel van betrokken bedrijfssector; voor de begunstigden bedoeld in artikel 3, zesde lid, de antwoorden gebracht om in te spelen op de motieven van het einde van de activiteit van zelfstandige als hoofdbezigheid;

2° de uitvoerbaarheid van het project en het onmiddellijk operationele karakter ervan, beoordeeld o.a. op basis van afdoende financiële elementen en van een evaluatie van de sociaal-economische omgeving van het project;

3° het bestaan van een potentiële markt waardoor het project uitvoerbaar is;

4° de mogelijke ontwikkeling van de overwogen activiteit '.

B.14.1. Zoals blijkt uit de in B.9.2 aangehaalde parlementaire voorbereiding heeft de decreetgever de aanneming van het in het geding zijnde decreet in het kader van de uitoefening van zijn bevoegdheid inzake tewerkstelling verantwoord door de omstandigheid dat de zelfstandige die de financiële incentive kan genieten, zijn eigen betrekking creëert en bijgevolg een andere betrekking vrijmaakt.

Zoals in die parlementaire voorbereiding is erkend, had de maatregel ' tot de portefeuille " economie " kunnen behoren ', waarbij de ter zake bevoegde minister zich die heeft toegeëigend in het kader van een plan dat de economische expansie van het Gewest beoogde te versterken (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2011-2012, nr. 457/3, p. 13).

B.14.2. Uit de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1988, aangehaald in B.8.2, blijkt dat het tewerkstellingsbeleid veeleer is gericht op de werkzoekenden, ongeacht of zij al dan niet werkloos zijn, alsook op de programma's inzake de wedertewerkstelling van werklozen.

Het in het geding zijnde decreet is van zijn kant gericht op de personen die een statuut van zelfstandige hebben en hun activiteit wensen te ontwikkelen, alsook op de personen die zich voor de eerste of tweede keer wensen te vestigen als zelfstandige in hoofdberoep. De financiële incentive waarin het voorziet, vertoont, wegens de aard ervan en de personen die daarmee worden beoogd, meer gelijkenissen met de maatregelen die ertoe strekken de oprichting van ondernemingen te ondersteunen waarin de decreten van 11 maart 2004 voorzien die in het kader van het beleid inzake economische expansie van het Waalse Gewest zijn aangenomen.

Hoewel een betrekking kan worden vrijgemaakt door het gegeven dat de gerechtigde zelfstandige zijn eigen betrekking creëert, zou hieruit echter niet kunnen worden afgeleid dat het gaat om het zwaartepunt van de maatregel, dat het mogelijk maakt te besluiten dat de decreetgever heeft gehandeld in het kader van het tewerkstellingsbeleid. Immers, zoals in B.12.1 is vermeld, is de creatie van banen een van de voornaamste doelstellingen van het beleid inzake economische expansie.

B.15. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat, hoewel de in het geding zijnde regeling aanleunt bij het tewerkstellingsbeleid, het zwaartepunt van de geregelde rechtssituatie - en bijgevolg het werkelijke en concrete voorwerp van de in het geding zijnde maatregel - zich op het niveau bevindt van de hulp aan ondernemingen in het kader van het beleid inzake economische expansie van het Waalse Gewest. Door het toepassingsgebied van het decreet ' Airbag ' te beperken tot het Franstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest heeft de decreetgever bijgevolg een verschil in behandeling ingevoerd ten aanzien van de personen die als zelfstandige zijn gedomicilieerd of hun maatschappelijke zetel hebben in het Duitstalige gedeelte van het grondgebied van het Waalse Gewest, dat niet bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ».

B.7. Om redenen die identiek zijn aan die welke in het voormelde arrest nr. 141/2015 zijn verrat, is het enige middel gegrond.

De woorden « het Franstalige gedeelte van » in artikel 1, § 1, en in artikel 3, eerste lid, 1°, a), en 2°, a), van het decreet « Airbag » dienen te worden vernietigd.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt de woorden « het Franstalige gedeelte van » in artikel 1, § 1, en in artikel 3, eerste lid, 1°, a), en 2°, a), van het decreet van het Waalse Gewest van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 14 juli 2016.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2016/204009]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 110/2016 vom 14. Juli 2016

Geschäftsverzeichnisnummer 6424

In Sachen: Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung von Artikel 1 § 1 und Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe a) und Nr. 2 Buchstabe a) des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Oktober 2011 über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbständigen, erhoben von D.M.

Der Verfassungsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe,
J.-P. Moerman, E. Derycke und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des
Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 9. Mai 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. Mai 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob M.M., in Folge des Entscheids des Gerichtshofes Nr. 141/2015 vom 15. Oktober 2015 (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. November 2015), Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung von Artikel 1 § 1 und Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *a*) und Nr. 2 Buchstabe *a*) des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Oktober 2011 über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbständigen.

Am 2. Juni 2016 haben die referierenden Richter J.-P. Snappe und L. Lavrysen in Anwendung von Artikel 72 Absatz 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof den Gerichtshof davon in Kenntnis gesetzt, dass sie dazu veranlasst werden könnten, vorzuschlagen, die Untersuchung der Rechtssache durch einen Vorverfahrensentscheid zu erledigen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf die Zulässigkeit

B.1.1. In seinem Entscheid Nr. 141/2015 vom 15. Oktober 2015 hat der Gerichtshof in Beantwortung von Vorabentscheidungsfragen, die der Staatsrat in seinem Entscheid Nr. 228.562 vom 29. September 2014 gestellt hatte, für Recht erkannt:

«Artikel 1 § 1 und Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *a*) und Nr. 2 Buchstabe *a*) des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Oktober 2011 «über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbständigen» verstoßen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, indem sie die Personen, die ihren Wohn- oder Gesellschaftssitz im deutschsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region haben, aus ihrem Anwendungsbereich ausschließen».

B.1.2. Die klagende Partei, die ihre Nichtigkeitsklage auf Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof basiert, beantragt die Nichtigerklärung der Wortfolge «französischsprachigen Teil des» in den Artikeln 1 § 1 und 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *a*) und Nr. 2 Buchstabe *a*) des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Oktober 2011 über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbständigen (nachstehend: «Airbag-Dekret»).

B.1.3. Artikel 1 § 1 des «Airbag-Dekrets» bestimmt:

«Das vorliegende Dekret findet Anwendung im französischsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region».

Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *a*) und Nr. 2 Buchstabe *a*) desselben Dekrets bestimmt:

«Unter den im vorliegenden Dekret festgelegten Bedingungen kann der finanzielle Anreiz folgenden Personen gewährt werden:

1. Personen, die aufgrund des königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen dem Sozialstatut der Selbständigen unterliegen und gleichzeitig folgende Bedingungen erfüllen:

a) als Selbständiger seinen Wohn- oder Gesellschaftssitz im französischsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region haben;

[...]

2. Personen, die sich zum ersten Mal als hauptberuflich Selbständige niederlassen möchten und gleichzeitig folgende Bedingungen erfüllen:

a) als Selbständiger seinen Wohn- oder Gesellschaftssitz im französischsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region haben».

B.2.1. Die Wallonische Regierung macht geltend, dass die klagende Partei kein Interesse daran habe, die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen zu beantragen, weil sie nicht die übrigen Voraussetzungen des «Airbag-Dekrets» für den Erhalt des von ihr beanspruchten finanziellen Anreizes erfülle.

B.2.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

Das durch Artikel 4 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 vorgeschriebene Interesse unterscheidet sich nicht von demjenigen, das in Artikel 2 desselben Gesetzes vorgeschrieben ist.

B.2.3. Die klagende Partei ist im deutschen Sprachgebiet wohnhaft. Sie hat Lehrausbildungen absolviert und die Meisterbriefe für die Berufe «Maurer» und «Verputzer» bekommen, die vom Mittelstandsunterrichtswesen der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellt wurden. Sie hat sich am 1. April 2013 im deutschen Sprachgebiet zum ersten Mal hauptberuflich als Selbständiger niedergelassen und verfügt über eine Unternehmensnummer.

B.3.1. Mit der Annahme des vorerwähnten Artikels 4 Absatz 2 wollte der Sondergesetzgeber verhindern, dass Bestimmungen in der Rechtsordnung bestehen bleiben, wenn der Gerichtshof auf eine Vorabentscheidungsfrage hin erkannt hat, dass sie im Widerspruch zu den Regeln stehen, deren Einhaltung der Gerichtshof zu überwachen hat (siehe *Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-897/1, S. 6).

B.3.2. Wenn der Gerichtshof über eine aufgrund von Artikel 4 Absatz 2 eingereichte Nichtigkeitsklage befindet, kann er also dazu veranlasst werden, die angefochtene Rechtsnorm für nichtig zu erklären, insofern er vorher die Verfassungswidrigkeit im Vorabentscheidungsverfahren festgestellt hat.

B.4. Im vorliegenden Fall hat der Gerichtshof in seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 141/2015 die Unvereinbarkeit der Artikel 1 § 1 und 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe *a*) und Nr. 2 Buchstabe *a*) des «Airbag-Dekrets» mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen festgestellt, indem sie die Personen, die ihren Wohn- oder Gesellschaftssitz im deutschsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region haben, aus ihrem Anwendungsbereich ausschließen.

B.5.1. Die klagende Partei beantragt beim Gerichtshof die Nichtigerklärung der Wortfolge «französischsprachigen Teil des», die sie dadurch, dass sie den Anwendungsbereich des Dekrets einschränke, bisher und insbesondere zum Zeitpunkt der Befassung des Gerichtshofes mit den in dessen Entscheid Nr. 141/2015 beantworteten Vorabentscheidungsfragen daran gehindert habe, den in dem teilweise angefochtenen Dekret vorgesehenen finanziellen Anreiz auf zweckdienliche Weise zu beantragen.

B.5.2. Der Gerichtshof hat sich in seinem Entscheid Nr. 141/2015 nicht zu den übrigen Anwendungsbedingungen des «Airbag-Dekrets» geäußert, was übrigens nicht zum Gegenstand der von der klagenden Partei eingereichten Klageschrift gehört. Es ist Sache der Behörden und der zuständigen Rechtsprechungsorgane zu überprüfen, ob in Anbetracht des vorliegenden Entscheids des Gerichtshofes diese Bedingungen erfüllt sind.

Die Unzulässigkeitseinrede wird abgewiesen.

Zur *Hauptsache*

B.6. In seinem vorerwähnten Entscheid Nr. 141/2015 hat der Gerichtshof geurteilt:

«B.3.2. In den Vorarbeiten zum fraglichen Dekret wird angegeben, dass der Dekretgeber die in Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen festgelegten Zuständigkeiten der Wallonischen Region in Sachen Beschäftigung zur Durchführung bringen wollte (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2011-2012, Nr. 457/3, SS. 12-13). Somit hat er die Tragweite desselben auf den französischsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region begrenzt, wobei die Angelegenheit durch die Dekrete der Wallonischen Region vom 6. Mai 1999 (*Belgisches Staatsblatt*, 3. Juli 1999, S. 25253) und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 10. Mai 1999 (*Belgisches Staatsblatt*, 29. September 1999, S. 36533) ' zur Ausübung der Befugnisse der Wallonischen Region in den Angelegenheiten Beschäftigung und Ausgrabungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft ' an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen worden ist.

[...]

B.7. Wie in B.3.2 erwähnt wurde, hat der wallonische Dekretgeber mit der Annahme des fraglichen Dekrets die in Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen festgelegten Zuständigkeiten der Wallonischen Region zur Durchführung bringen wollen.

B.8.1. Zum Zeitpunkt der Annahme des ' Airbag-Dekrets ' gehörten laut dem vorerwähnten Artikel 6 § 1 IX zum Zuständigkeitsbereich der Regionen:

' was die Beschäftigungspolitik betrifft:

1. die Arbeitsvermittlung,
2. die Programme zur Wiederbeschäftigung von nichtbeschäftigten Arbeitssuchenden, mit Ausnahme der Wiederbeschäftigungsprogramme in Verwaltungen und Dienststellen, die der Föderalbehörde angehören oder unter ihrer Aufsicht stehen, und mit Ausnahme der Abkommen, die in Abschnitt 5 von Kapitel II des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor erwähnt sind.

Für jeden im Rahmen eines Arbeitsvertrags in ein Wiederbeschäftigungsprogramm aufgenommenen nichtbeschäftigten Arbeitssuchenden gewährt die Föderalbehörde eine finanzielle Beteiligung, deren durch einen im Ministerrat beratenen Königlichen Erlass festgelegter Betrag einer Arbeitslosenentschädigung entspricht.

Die im vorhergehenden Absatz erwähnte finanzielle Beteiligung kann variieren je nachdem, wie lange der wiederbeschäftigte Arbeitssuchende als Arbeitssuchender eingetragen und arbeitslos gewesen ist. Der Betrag dieser Beteiligung wird mit dem Einverständnis der Regionalregierungen festgelegt.

Die Föderalbehörde gewährt die in Absatz 2 erwähnte finanzielle Beteiligung ebenfalls für eine Anzahl von im Rahmen eines Arbeitsvertrags oder eines Statuts beschäftigten Arbeitnehmern, die der Anzahl der Arbeitsstellen entspricht, die am Tag vor der Aufhebung der Wiederbeschäftigungsprogramme durch eine Region im Rahmen dieser Programme besetzt waren und erhalten worden sind,

[...] '.

B.8.2. Die Zuständigkeiten in Sachen Beschäftigung, die durch das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen den Regionen übertragen wurden, sind durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 zur Abänderung des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen erweitert worden. Diese Erweiterung wurde während der Vorarbeiten zum Sondergesetz wie folgt begründet:

' Artikel 13 § 13 des vorliegenden Entwurfs ersetzt Artikel 6 § 1 IX Nrn. 1 und 2 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen und hat zum Zweck, den Regionen die weitestgehenden Mittel zu beschaffen, damit sie eine ihrer wirtschaftlich-sozialen Situation angepasste Beschäftigungspolitik führen können.

In dieser Perspektive sind die Regionen dafür zuständig,

1. Arbeitssuchenden, ob sie arbeitslos sind oder nicht, Arbeit zu vermitteln. Sowohl bei einem gewöhnlichen Stellenangebot im privaten oder öffentlichen Sektor als auch bei einem Stellenangebot im Rahmen eines Programms zur Wiederbeschäftigung von Arbeitslosen wählt das regionale Amt für Arbeitsbeschaffung die Bewerber aus und schlägt es sie dem Arbeitgeber aufgrund der Kriterien, die dieser festgelegt hat, vor. So wie es jetzt der Fall ist, muss ein Arbeitssuchender, ob arbeitslos oder nicht, in der Region seines Wohnsitzes eingetragen sein; er darf sich jedoch in den anderen Regionen eintragen lassen. Ein Stellenangebot muss in der Region des Beschäftigungsortes eingetragen sein; es darf in den anderen Regionen eingetragen sein;

2. jede andere Art von Wiederbeschäftigungsprogrammen einzuführen und dort Arbeitslose aufzunehmen, mit Ausnahme der Programme für die Verwaltungen und Dienststellen, die der Nationalbehörde angehören oder unter ihrer Aufsicht stehen. Die bestehende Regelung bezüglich der Abkommen im Sinne von Abschnitt 5 des königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes geschlossen worden sind, bleiben bis zum Ablauf der Geltungsdauer des Interministeriellen Haushaltsfonds in Kraft.

Die Finanzierung der Wiederbeschäftigungsprogramme wird durch die Regionen gewährleistet, die dazu von der Nationalbehörde die erforderlichen Mittel erhalten, und zwar auf zweierlei Art:

1. Für jeden in ein von der Region eingeführtes Wiederbeschäftigungsprogramm aufgenommenen entschädigungsberechtigten Vollarbeitslosen erhält die Region von der Nationalbehörde eine finanzielle Beteiligung, deren Betrag einer Arbeitslosenentschädigung entspricht. Der Betrag dieser Entschädigung wird durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlass festgelegt, sofern die Aufnahme im Rahmen eines Arbeitsvertrags erfolgt.

2. In Anwendung des Finanzierungs-sondergesetzes erhält jede Region einen Haushaltsbetrag, der die Gesamtheit der Lasten umfasst, die mit der Aufnahme von Arbeitslosen in die Wiederbeschäftigungsprogramme zusammenhängen, mit Ausnahme des Betrags der Arbeitslosenentschädigung.

Die Nationalbehörde ist jedoch weiterhin zuständig für die eventuelle Befreiung von Arbeitgeberbeiträgen, da diese Befreiung zum Bereich der sozialen Sicherheit gehört.

Artikel 3 § 15 des vorliegenden Entwurfs fügt Artikel 6 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen einen § 3bis Nr. 1 hinzu, der eine Konzertierung zwischen den betreffenden Exekutiven und der betreffenden Nationalbehörde vorsieht, um den Informationsaustausch zwischen den Diensten für Berufsbildung, Arbeitslosigkeit und Arbeitsvermittlung zu ermöglichen, sowie für die Initiativen, die die Programme zur Wiederbeschäftigung von Arbeitslosen betreffen ' (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 516/1, SS. 18-19).

B.9.1. In ihrem Gutachten zum Dekretsvorentwurf, der zur Annahme des ' Airbag-Dekrets ' geführt hat, hatte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates bemerkt, dass das im Entwurf befindliche Dekret nicht in die Zuständigkeiten fallen konnte, die Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen der Wallonischen Region im Bereich

der Beschäftigungspolitik zuteilt. Ihr zufolge bestand der wirkliche und konkrete Zweck des Dekrets darin, einer Person, die ihre eigene Wirtschaftstätigkeit startet, eine ergänzende Finanzierungsquelle zu bieten, damit sie in der Lage ist, diese Tätigkeit zu entfalten im Hinblick auf deren berufliche Ausübung im Selbständigenstatus. Es ging daher um eine Form von Beihilfe für die Gründung von Betrieben, die in die regionalen Zuständigkeiten in Bezug auf die Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung fällt, die zur 'Wirtschaftspolitik' im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen gehört (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2011-2012, Nr. 457/1, SS. 11-12).

B.9.2. Während ein Mitglied des zuständigen Ausschusses auf dieses Gutachten verwies und feststellte, dass die Maßnahme sich auf den Bereich der Wirtschaftspolitik auswirkt, da der Betreffende Waren und Dienstleistungen hervorbringen und Reichtum schaffen oder seinerseits ein potenzieller Arbeitgeber werden kann, hat der Minister geantwortet:

'Im Geiste der Wallonischen Regierung wurde die "Airbag-Regelung" anfangs als eine Beschäftigungsmaßnahme konzipiert, ausgehend von dem Wallonischen Institut für die alternierende Ausbildung und für die Ausbildung der Selbständigen und der kleinen und mittleren Unternehmen ("IFAPME"), von den Begleitstrukturen zur selbstgeschaffenen Arbeitstätigkeit ("SAACE"), wobei die Selbständigen hinzugefügt wurden, die ihre Nebentätigkeit zum Hauptberuf machen, weil sie einen Arbeitsplatz schaffen und einen anderen verfügbar machen. Die Philosophie des Dekretentwurfs beruht also auf der Beschäftigung. Was noch mehr ist, die Regelung wird vom "FOREM" verwaltet, mit den diesem Amt zugeteilten Krediten.'

Der Minister hat eingeräumt,

'dass es tatsächlich einen wirtschaftlichen Teil sowie eindeutig wirtschaftliche Folgen gibt. Die Regelung kann zur Entstehung von Tätigkeiten, zu Steuerträgern oder zur Schaffung zusätzlicher Arbeitsplätze beitragen. Sie hätte in den Bereich "Wirtschaft" von Minister Marcourt fallen können. Zumal Minister Marcourt sich diese bereits angeeignet hat, da er sie als wichtige Maßnahme in den *Small Business Act* aufgenommen hat. Daraus wird klar ersichtlich, dass verschiedene Minister bei der Wallonischen Regierung für diese Angelegenheit plädiert haben' (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2011-2012, Nr. 457/3, SS. 7, 12 und 13).

B.10. Die Verteilung der Zuständigkeiten zwischen den verschiedenen Bestandteilen des Föderalstaates beruht auf dem Grundsatz der Ausschließlichkeit, was voraussetzt, dass jede Rechtssituation grundsätzlich durch einen einzigen Gesetzgeber geregelt wird. Wenn eine Regelung, wie im vorliegenden Fall, Verbindungen zu mehreren Zuständigkeitszuweisungen aufweist, muss der Gerichtshof prüfen, wo sich der Schwerpunkt der geregelten Rechtssituation befindet.

B.11. In den Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen wird im Zusammenhang mit der Zuständigkeit der Regionen im Bereich der Wirtschaftspolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen Folgendes präzisiert:

'Die Region ist zuständig für die Hilfe zugunsten von Unternehmen oder Betriebseinheiten der Region, im Rahmen der Gesetze über den Wirtschaftsaufschwung, einschließlich der Regeln zur Anwendung der Gesetze und Verordnungen bezüglich des regionalen Wirtschaftsaufschwungs.

Vorbehaltlich der nachstehend aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen umfasst diese Zuständigkeit der Region unter anderem:

1. die Hilfe zugunsten von Industrie- und Dienstleistungsbetrieben in Schwierigkeiten;
2. die Hilfe zugunsten kleiner und mittlerer Industrie- und Dienstleistungsbetriebe und die Gewährung von Vorteilen in Ausführung der Gesetze und Verordnungen bezüglich des Wirtschaftsaufschwungs der kleinen und mittleren Betriebe;
3. die Gewährung von Vorteilen in Ausführung der Gesetze und Verordnungen bezüglich des regionalen Wirtschaftsaufschwungs;
4. die Regelung bezüglich der Gewährung von Steuervorteilen' (*Parl. Dok.*, Senat, 1979-1980, Nr. 434/1, SS. 27-28).

B.12.1. Vor der Übertragung an die Regionen wurde die Angelegenheit des Wirtschaftsaufschwungs durch das Gesetz vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung von Maßnahmen zur Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industrien sowie durch das Gesetz vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung geregelt.

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung wurde präzisiert, dass 'die erste Zielsetzung der Gesetze über den Wirtschaftsaufschwung immer darin bestanden hat, zur Schaffung neuer Arbeitsplätze beizutragen' (*Parl. Dok.*, Senat, 1969-1970, Nr. 354, S. 3).

B.12.2. Am 25. Juni 1992 hat der Dekretgeber ein Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung angenommen. Es ging darum, der diesbezüglich infolge der Sondergesetze vom 8. August 1980 und vom 8. August 1988 zur Reform der Institutionen zustande gekommenen Zuständigkeitsübertragung Folge zu leisten. Dieses Dekret ermöglichte es, jeder natürlichen oder in der Form einer Handelsgesellschaft gegründeten juristischen Person unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen eine Investitionsprämie zu gewähren.

B.12.3. Die Angelegenheit war anschließend Gegenstand einer allgemeinen Reform, indem am 11. März 2004 fünf Dekrete angenommen wurden: das Dekret 'über die regionalen Anreize für Großbetriebe', das Dekret 'über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten', das Dekret 'über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind', das Dekret 'über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe' und schließlich das Dekret 'über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste'.

Das Dekret 'über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind' sieht Anreize in der Form einer Investitionsprämie oder einer Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug vor, unter anderem zugunsten von natürlichen Personen, die die Eigenschaft eines Kaufmannes besitzen oder einen selbstständigen Beruf ausüben und im Rahmen ihres Betriebs ein Investitionsprogramm im Hinblick auf Umweltschutz oder Energieeinsparung durchführen.

Das Dekret 'über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe' richtet sich ebenfalls an die kleinen und mittleren Betriebe, die im Dekret definiert werden als - unter anderem - natürliche Personen, die die Eigenschaft eines Kaufmannes besitzen oder einen selbstständigen Beruf ausüben. Es beauftragt die Regierung damit, Betrieben, die ein Investitionsprogramm durchführen oder Maßnahmen treffen, die auf ausschlaggebende Weise zur nachhaltigen Entwicklung beitragen, Anreize zu gewähren, die die Form einer Prämie oder einer Befreiung vom Immobiliensteuervorabzug annehmen können. Laut Artikel 7 des Dekrets kann die Regierung Kleinstbetrieben eine Einstellungsprämie für die Schaffung von Arbeitsplätzen zu den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die sie bestimmt, gewähren, deren Betrag für den ersten Arbeitnehmer erhöht werden darf.

Schließlich ermöglicht das Dekret 'über die Zulassung und Bezuschussung der regionalen Beschäftigungsdienste' die Gewährung von Zuschüssen zugunsten der 'regionalen Beschäftigungsdienste', 'Mires' genannt, die Aktionen zur beruflichen Eingliederung und zur Begleitung der im Dekret erwähnten Berechtigten durchführen sollen im

Hinblick auf die Eingliederung in eine qualitätsvolle Dauerbeschäftigung (Artikel 2 des Dekrets). Als Berechtigte gelten insbesondere nicht arbeitende Arbeitsuchende, wieder in den Arbeitsmarkt einzugliedernde Arbeitsuchende, Personen, die für das Eingliederungseinkommen oder für gleichwertigen finanziellen sozialen Beistand in Betracht kommen, oder im Rahmen einer 'Übergangsbeschäftigung' oder auch einer 'Sprungbrettbeschäftigung' angestellte Arbeitnehmer. Die 'Mires' müssen einen Kooperationsvertrag mit dem 'FOREM' abschließen, das jedem 'Mire', der darum ersucht, ein Dokument übermitteln soll, aus dem hervorgeht, dass die nicht arbeitenden oder ihnen gleichgestellten Arbeitsuchenden tatsächlich diese Eigenschaft besitzen, wenn sie behaupten, in den Genuss der im Dekret vorgesehenen Maßnahmen gelangen zu können.

B.13. Das fragliche 'Airbag-Dekret' sieht einen finanziellen Anreiz für Personen vor, die dem Sozialstatus als Selbständiger unterliegen, ihre selbständige Tätigkeit nebenberuflich ausüben und sich dazu verpflichten, diese Tätigkeit fortzusetzen oder zu erweitern, sowie für Personen, die sich zum ersten Mal als hauptberuflich Selbständige niederlassen möchten, oder auch - unter den im Dekret festgelegten Bedingungen - für Personen, die sich zum zweiten Mal als hauptberuflich Selbständige niederlassen möchten.

Das 'FOREM' prüft den vom Antragsteller eingereichten Antrag auf Gewährung des finanziellen Anreizes und leitet ihn anschließend an den Auswahlausschuss weiter; dieser setzt sich zusammen aus einem Vertreter des für die Beschäftigung zuständigen Ministers, einem Vertreter des 'FOREM', einem Vertreter des Wallonischen Instituts für die alternierende Ausbildung und für die Ausbildung der Selbständigen und der kleinen und mittleren Unternehmen, einem Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung, Abteilung Beschäftigung und Berufsbildung, einem Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, Operative Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie, Abteilung Haushalt und Buchführung, einem Vertreter der Agentur für die Wirtschaftsbelebung und zwei Vertretern der repräsentativen Organisationen von Unternehmen und Selbständigen (Artikel 7 des Dekrets).

Laut Artikel 6 des Dekrets gelten folgende Kriterien für die Auswahl der Dossiers:

1. für die Begünstigten im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1, die Berufserfahrung und berufliche Kompetenz, die unter anderem aufgrund der Betriebsergebnisse der letzten zwei Jahre beurteilt werden; für die Begünstigten im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nr. 2, die Relevanz der Ausbildung angesichts des ins Auge gefassten Berufsprojektes und des Potenzials des betreffenden Betriebssektors; für die Begünstigten im Sinne von Artikel 3 Absatz 6, die Antworten auf die Gründe für die Einstellung der hauptberuflich selbständigen Tätigkeit;

2. die Durchführbarkeit des Projektes und dessen direkte operationelle Beschaffenheit, die unter anderem aufgrund ausreichender finanzieller Elemente sowie einer Bewertung des wirtschaftlich-sozialen Umfeldes des Projektes beurteilt werden;

3. das Vorhandensein eines potenziellen Marktes, der die Durchführbarkeit des Projektes ermöglicht;

4. die potenzielle Entwicklung der ins Auge gefassten Tätigkeit'.

B.14.1. Wie aus den in B.9.2 angeführten Vorarbeiten hervorgeht, hat der Dekretgeber die Annahme des fraglichen Dekrets im Rahmen der Ausübung seiner Zuständigkeit in Sachen Beschäftigung mit dem Umstand begründet, dass ein Selbständiger, der in den Genuss des finanziellen Anreizes gelangen kann, seinen eigenen Arbeitsplatz schafft und daher einen anderen Arbeitsplatz verfügbar macht.

Wie in den Vorarbeiten erkannt wurde, hätte die Maßnahme 'in den Bereich "Wirtschaft" [...] fallen können', wobei der zuständige Minister sie sich angeeignet hat im Rahmen eines Plans mit dem Ziel, den Wirtschaftsaufschwung der Region zu fördern (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2011-2012, Nr. 457/3, S. 13).

B.14.2. Aus den in B.8.2 angeführten Vorarbeiten zum Sondergesetz vom 8. August 1988 geht hervor, dass die Beschäftigungspolitik vielmehr auf die Arbeitsuchenden, ob arbeitslos oder nicht, sowie auf die Programme zur Wiederbeschäftigung von Arbeitslosen ausgerichtet ist.

Das fragliche Dekret ist seinerseits auf Personen ausgerichtet, die einen Selbständigenstatus haben und ihre Tätigkeit weiterentwickeln möchten, sowie auf Personen, die sich zum ersten oder zum zweiten Mal als hauptberuflich Selbständige niederlassen möchten. Der darin vorgesehene finanzielle Anreiz weist wegen seiner Art und wegen des damit ins Auge gefassten Personenkreises mehr Ähnlichkeiten mit den Maßnahmen zur Unterstützung der Gründung von Betrieben auf, die in den Dekreten vom 11. März 2004 vorgesehen sind, welche im Rahmen der Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung der Wallonischen Region angenommen wurden.

Obwohl ein Arbeitsplatz dadurch verfügbar gemacht werden kann, dass der berechtigte Selbständige seinen eigenen Arbeitsplatz schafft, könnte daraus nicht abgeleitet werden, dass es sich dabei um den Schwerpunkt der Maßnahme handeln würde, der die Schlussfolgerung erlauben würde, dass der Dekretgeber im Rahmen der Beschäftigungspolitik gehandelt hätte. Wie in B.12.1 erwähnt wurde, ist die Schaffung von Arbeitsplätzen nämlich eine der wichtigsten Zielsetzungen der Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung.

B.15. Aus dem Vorstehenden geht hervor, dass, obwohl die fragliche Maßnahme Verbindungen zur Beschäftigungspolitik aufweist, der Schwerpunkt der geregelten Rechtsituation - und demzufolge der wirkliche und konkrete Gegenstand der fraglichen Maßnahme - im Bereich der Hilfe zugunsten von Betrieben im Rahmen der Politik in Sachen Wirtschaftsaufschwung der Wallonischen Region angesiedelt ist. Mit der Begrenzung des Anwendungsbereichs des 'Airbag-Dekrets' auf den französischsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region hat der Dekretgeber demzufolge angesichts jener Personen, die als Selbständige ihren Wohn- oder Gesellschaftssitz im deutschsprachigen Teil des Gebietes der Wallonischen Region haben, einen Behandlungsunterschied eingeführt, der nicht vereinbar ist mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen».

B.7. Aus den gleichen Gründen, wie sie im Entscheid Nr. 141/2015 dargelegt wurden, ist der einzige Klagegrund begründet.

Die Wortfolge «französischsprachigen Teil des» in Artikel 1 § 1 und in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe a) und Nr. 2 Buchstabe a) des «Airbag-Dekrets» ist für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erklärt die Wortfolge «französischsprachigen Teil des» in Artikel 1 § 1 und in Artikel 3 Absatz 1 Nr. 1 Buchstabe a) und Nr. 2 Buchstabe a) des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. Oktober 2011 über die Unterstützung der Schaffung von Arbeitsstellen durch die Förderung der beruflichen Übergänge zum Status des hauptberuflichen Selbständigen für nichtig.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 14. Juli 2016.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels